

CONFÉRENCE AFRICAINE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Une vision continentale commune en chantier

En prévision de la conférence africaine des ministres de l'Environnement sur les changements climatiques, qui se tiendra les 19 et 20 novembre à Alger, les membres du comité national préparatoire de la rencontre ont déclaré hier, lors d'une conférence de presse, qu'il s'agira de divulguer un maximum d'informations à même de sensibiliser sur la question des changements climatiques.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Par ailleurs, les intervenants préciseront que l'Union européenne maintiendra ses engagements financiers vis-à-vis des pays africains pour les programmes de lutte contre les effets des changements climatiques, et ce, en dépit de la crise financière.

A compter d'aujourd'hui et jusqu'au 18 novembre, les experts rencontreront, dans le cadre de la réunion préparatoire des points focaux, les négociateurs africains de la

convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Ces réunions de représentants et d'experts permettront d'échanger des points de vue et auront à dégager une vision commune concernant le programme, l'agenda et la Déclaration d'Alger.

En outre, les ministres africains de l'Environnement examineront, les 19 et 20 novembre, les mécanismes à mettre en œuvre dans le but d'une vision commune à pré-

senter lors des rencontres qui se tiendront en Pologne et lors du Sommet de Copenhague, sur les gaz à effet de serre, qui se tiendront l'année prochaine. Cinquante pays africains participeront à la rencontre d'Alger avec, plusieurs institutions africaines et onusiennes, ainsi que des représentants d'ONG internationales.

La rencontre présidée par l'Algérie a déjà enregistré la confirmation de la présence de 41 ministres africains de l'Environnement, selon le comité d'organisation.

Parmi les objectifs de la rencontre africaine, figure l'examen des moyens à mettre en œuvre, en vue de dégager une vision commune entre les pays africains et les autres

pays du monde, s'agissant de la réduction des conséquences des émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi, les pays africains subissent fortement les effets néfastes des gaz à effet de serre, alors qu'ils produisent moins de gaz polluant que les pays développés.

Au programme de la rencontre qu'abritera Alger, l'examen des questions liées au plan d'action de Bali, dont le principal objectif est le soutien à la coopération internationale, pour la réduction des effets de gaz nocifs, l'harmonisation de la terminologie ainsi que la définition des approches sectorielles et le renforcement des capacités africaines.

F.-Z.B.

PLUIES ET RISQUES D'INONDATIONS À ORAN

Des histoires d'avaloirs...

A chaque hiver, après chaque saison des pluies, les Oranais vivent le calvaire. Le moindre déplacement, la moindre activité se transforment en épopée et en épreuve «décathlonienne». Rues et ronds-points gorgés d'eaux, quartiers inondés par les eaux pluviales et la boue.

En guise de toutes réponses et d'excuses, l'APC et la wilaya invoquent à leurs administrés des histoires d'avaloirs et de regards d'égouts bouchés où à déboucher.

Une fois encore, cette année, pour ne pas déroger à la règle, les Oranais ont subi des désagréments qu'ils redoutent d'ailleurs de rencontrer à nouveau pour tout l'hiver.

Pourtant, les services de l'APC ont claironné que des mesures préventives avaient été prises avec le traitement

de «7 621 avaloirs et 9 645 regards».

Des moyens humains et matériels conséquents ont semble-t-il été mobilisés, pour... ne rien y faire finalement ou presque !

En effet, bien que les opérations de curage des avaloirs soient nécessaires et fassent partie de la gestion urbaine, le mal se trouve ailleurs à Oran.

Et pour cause, ces 15 dernières années, les attributions des marchés, notamment pour la réalisation de voiries, d'aménagements des axes principaux et autres carre-

fours et ronds-points, ont été trop souvent réalisées avec des entreprises n'ayant pas les qualifications requises ou qui ont préféré «grignoter» sur les offres financières relatives au montant du marché. Pour cela, on «passait l'éponge» en sacrifiant quelques principes et normes universels que l'on doit appliquer aux VRD. Ainsi, à l'USTO, El Barki, Haï Sabbah, Haï Yasmine et dans la plupart des nouveaux quartiers et extensions urbaines, des voies ont été réalisées sans systèmes d'évacuation des eaux pluviales, sans réseaux d'égouts où, s'ils ont été faits, ils ne répondent à aucune exigence en la matière.

De même que pour la

chaussée, les pentes sont inexistantes ou plutôt si : des creux, des affaissements voient le jour et qui se transforment en retenues d'eau aux moindres précipitations.

C'est pratiquement toute la grande périphérie d'Oran qui doit être rattrapée et corrigée.

Les autorités locales, qui se targuent de faire d'Oran la future grande métropole de la Méditerranée, du fait que la réunion de l'Opep et le congrès mondial du GNL doivent s'y tenir, devraient revenir à des choses plus concrètes avant tout.

Car, à ce rythme, il y aura toujours un passif lourd à gérer et on accusera toujours une décennie de retard.

Fayçal M.

AFFAIRE DU SCANDALE DU TRIBUNAL DE KOLÉA

La Cour suprême ordonne le réexamen du dossier

L'affaire à l'origine de mesures disciplinaires prises par la chancellerie à l'encontre de quatre magistrats exerçant au tribunal correctionnel de Koléa, sera rejugée en décembre prochain par cette juridiction. La décision a été prise par la Cour suprême et notifiée aux parties concernées, après un pourvoi en cassation introduit par le défenseur du mis en cause dans cette affaire.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - En effet, la chambre des délits et des infractions, relevant de la Cour suprême a notifié dans son arrêt du 30

octobre 2007 «l'acceptation tant dans la forme que dans le fond du pourvoi en cassation introduit par le concerné». Dès lors, il a été décidé de renvoyer, selon la même source, l'affaire «conformément à la loi, devant le même tribunal mais avec une composante autre pour son réexamen». Pour rappel, il s'agit d'une affaire qui remonte à 2005 relative à un litige opposant deux parties concernant le paiement d'un chèque d'un montant de 60 millions de dinars. A cette époque, la justice, tant au niveau du tribunal de Koléa qu'au niveau de la cour de Blida, avait condamné

«l'homme d'affaires», de Koléa à une peine de prison ferme, assortie de l'obligation d'honorer sa dette. Or, ce dernier n'a cessé depuis 2005 de clamer son innocence, arguant du fait que «le chèque en question, qui effectivement m'appartient, n'a jamais porté ma signature». «C'est un coup monté de toutes pièces. J'avais été victime d'un vol de plusieurs de mes documents dont des chèques.

Un dépôt de plainte a été effectué à cette époque auprès des autorités judiciaires concernées. Pourquoi a-t-on refusé la demande d'expertise réclamée par mes avocats tant

en première instance qu'au niveau de l'appel ? Le scandale réside à ce niveau. Fort heureusement, la justice de mon pays à travers la Cour suprême, a donné suite à notre pourvoi en cassation. Dans cette affaire, je suis la victime. Aujourd'hui, je revendiquerai mes droits, conformément à la loi. La vérité sera prochainement connue de tous», a conclu notre interlocuteur qui a refusé d'être taxé de «baron», se revendiquant plutôt «homme d'affaires, agissant dans le cadre des lois de la République».

A. B.

20^e ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION DE L'ÉTAT PALESTINIEN L'Algérie réitère son soutien à la cause palestinienne

«C'est un soutien inconditionnel que porte l'Algérie à la cause palestinienne». C'est ce qu'annonçait, hier, M. Abdelaziz Belkhadem, ministre d'Etat, représentant personnel du chef de l'Etat à l'occasion du 20^e anniversaire de la proclamation de l'Etat palestinien.

Il y a 20 ans, à l'issue d'une réunion du Conseil national palestinien, qui se tenait à Alger, Yasser Arafat proclamait la création d'un Etat indépendant en Palestine. Vingt ans après cet historique acquis, qui coïncide avec le 4^e anniversaire du décès de Yasser Arafat, à l'ère de la restauration des souverainetés nationales et de la décolonisation, le peuple palestinien ne cesse de lutter pour recouvrer son indépendance. La résolution sur le partage de la Palestine et qui, en légitimant la création de l'Etat d'Israël, exige la création d'un Etat pour les Arabes.

C'est pour manifester leur soutien au combat mené par le leader palestinien le regretté Yasser Arafat, qu'étaient présents, hier au centre de presse d'El Moudjahid, des personnalités politiques algériennes et palestiniennes, et des ressortissants palestiniens. Tous réunis pour le même idéal, la cause palestinienne. Les intervenants ont rappelé le parcours glorieux d'Arafat qui n'a jamais renoncé à sa conviction et son combat. «Arafat est l'un des plus braves enfants que la Palestine ait jamais eu», affirmera l'ambassadeur palestinien Mohammed El Hourani. Djelloul Malaïka a pour sa part passé en revue le parcours du défunt président, tout en insistant sur la portée de l'événement qui a marqué l'histoire des deux peuples, algérien et palestinien. Parlant au nom des Scouts musulmans algériens, Ben Braham fera l'éloge du combat des deux peuples pour le recouvrement de leur indépendance. Et c'est dans le même élan que le ministre d'Etat, fraîchement désigné, prendra la parole pour rappeler la pleine solidarité qui définissait et définit la politique algérienne à ce sujet.

En fin conseiller, il appellera à l'union des rangs. Selon lui, c'est dans cette cohésion que la cause palestinienne puise sa force. Le seul et unique combat est celui de concrétiser la souveraineté de l'Etat palestinien, et la désignation de Jérusalem comme capitale. Il ajoutera qu'aujourd'hui «l'Algérie réitère sa position et son engagement à contribuer aux efforts du peuple palestinien».

Belkhadem exprimera que notre pays veille à ce que les Palestiniens œuvrent à la réussite du dialogue, tout en mettant la cause palestinienne à l'écart des différences idéologiques. Au passage, il nuancera son plaidoyer en affirmant que «le conflit actuel entre Palestiniens ne concerne pas l'indépendance de leur Etat», faisant allusion aux différends entre les deux partis, le Fatah et le Hamas. «Nous sommes heureux que la proclamation de l'Etat palestinien ait eu lieu en Algérie et son 20^e anniversaire célébré ici en Algérie», lancera Belkhadem. Par ailleurs, le ministre d'Etat a annoncé la tenue, dans quelques jours, d'une rencontre autour du droit des réfugiés palestiniens. Cependant, il est à noter que le processus de paix est mis «en danger» par les Israéliens. Ces derniers piétinent les engagements en matière d'arrêt de la colonisation, alors que les Palestiniens tentent de relancer les discussions sur les colonies israéliennes. En conclusion, malgré les aspirations des uns et des autres, l'indépendance de la Palestine reste tributaire de la fin de l'occupation...

Wassila Z.